

TRIBUNAL D E GRANDE INSTANCE DE PARIS
JUGEMENT rendu le 24 Novembre 2009

3ème chambre 1ère section
N°RG : 07/03839

DEMANDERESSE

S.A. PELLENC

Route de Cavaillon - BP 47

84122 PERTUIS

représentée par Me Benoît DESCLOZEUX, avocat au barreau de NANTERRE,
vestiaire NAN36

DEFENDERESSE

Etablissements ROBINEAU SARL

La Belle Étoile

49550 VILLEDIEU LA BLOUERE

INTERVENANTE VOLONTAIRE

S.A. CNH FRANCE

[...]

91150 MORIGNY CHAMPIGNY

représentées par Me Michel ABELLO - SELARL LOYER & ABELLO, avocat au
barreau de PARIS, avocat postulant, vestiaire #J49 et par Me Bertrand L, avocat au
barreau de TOULOUSE, avocat plaidant

COMPOSITION DU TRIBUNAL

Marie-Christine C, Vice Présidente Agnès M Cécile VITON, Juge
assistées de Léoncia BELLON, Greffier

DEBATS

A l'audience du 29 Septembre 2009, tenue publiquement devant Marie-Christine C
et Cécile VITON, juges rapporteurs, qui, sans opposition des avocats, ont tenu
seules l'audience, et, après avoir entendu les conseils des parties, en ont rendu
compte au Tribunal, conformément aux dispositions de l'article 786 du Code de
Procédure Civile.

JUGEMENT

Prononcé par mise à disposition au greffe de la décision
Contradictoirement
en premier ressort

FAITS ET PRETENTIONS DES PARTIES

La société Pellenc est spécialisée dans la vente et la fabrication de matériels de
machines agricoles et viticoles.

Elle a déposé un brevet d'invention français à l'INPI le 27 novembre 2000, publié sous le n° 2 817 114 d'enregistrement national 00 1 5 295 délivré le 25 juillet 2003, ayant pour titre : « Porte outil universel amovible pour montage sur porteur enjambeur pour travaux agricoles dans les plantations d'arbres ou arbustes ».

La société Pellenc expose avoir appris que la SARL Robineau, constructeur, avait vendu à Monsieur Denis M, une machine reproduisant le dispositif décrit dans le brevet dont elle est propriétaire.

La société Pellenc, après y avoir été autorisée par ordonnance du 12 juillet 2006 rendue par Madame le Vice-Président du tribunal de grande instance de Marseille, a fait pratiquer une saisie contrefaçon descriptive chez Monsieur M.

Un procès verbal de saisie contrefaçon a été dressé le 25 juillet 2006.

La société Pellenc expose que lors des opérations de saisie contrefaçon, l'huissier a constaté la présence de la plaque du constructeur, établissements Robineau, SARL, constructeur, 49450 Villedieu la Blouere, marque Robineau type porte outils, série 005.001, date du 10 mai 2006.

C'est dans ces conditions que la société Pellenc a assigné la société SARL Entreprise Marcel Robineau devant le tribunal de grande instance de Rennes, par acte du 22 août 2006, en contrefaçon de brevet français n° 2 817 114 appartenant à la société Pellenc.

Le 15 février 2007, le juge de la mise en état a renvoyé l'affaire devant la juridiction parisienne, le TGI de Rennes n'étant pas compétent.

Le 19 novembre 2007, la société CNH France, filiale de la société CNH Global NV qui expose être le n°1 de la machine agricole en Europe, est intervenue volontairement à l'instance au coté des Etablissements Robineau.

Le 28 novembre 2007, la société Pellenc a fait procéder à une seconde saisie contrefaçon au salon SITEVI Parc des expositions à Montpellier-Perols au stand de la société CNH France, selon ordonnance rendue sur requête par le Président du TGI de Toulouse du 26 novembre 2007.

Le 12 décembre 2007, la société Pellenc a assigné les sociétés CNH France et la société Etablissements Robineau SARL devant le TGI de Paris.

Les deux affaires ont été jointes par ordonnance de jonction du 1^{er} octobre 2008 pour connexité.

Dans ses dernières conclusions du 9 septembre 2009, la société Pellenc demande au tribunal, sous le bénéfice de l'exécution provisoire, de : dire et juger que le porte outils fabriqué et commercialisé par la société Entreprise Marcel Robineau, SARL immatriculée au RCS d'Angers sous le n° 342 49 7 039, ayant fait l'objet du procès verbal de saisie contrefaçon du 25 juillet 2006 par exploit de Maître Denis S, huissier de justice associé, constitue la contrefaçon de la revendication 1 du brevet appartenant à la société Pellenc, n° 0015295, publié sous le n° 2 817 114, dont la

société Pellenc est propriétaire et sur lequel elle bénéficie d'un droit exclusif d'exploitation,

En conséquence,

interdire à la société Entreprise Marcel Robineau de fabriquer, faire fabriquer, importer ou commercialiser ou détenir en vue de la commercialisation en France des porte-outils portant atteinte au brevet 0015295 publié sous le n°2 817 114, cela sous astreinte de 100.000 euros par infraction commise à compter du jugement à intervenir; constater que la société CNH France revendique son intérêt à agir dans la procédure en invoquant la fabrication par la SARL Entreprise Marcel Robineau en collaboration avec CNH France des portes outils dont s'agit.

En conséquence,

interdire à la société CNH France SA de fabriquer, faire fabriquer, importer ou commercialiser ou détenir en vue de la commercialisation en France des porte-outils portant atteinte au brevet 0015295 publié sous le n°2 817 114, cela sous astreinte de 100.000 euros par infraction commise à compter du jugement à intervenir ;

dire et juger que la société Entreprise Marcel Robineau et la société CNH France ont commis des actes de contrefaçon de la revendication 1 du brevet invoqué ;

dire et juger que le porte outils présenté à la vente par la société CNH France exploitant sous la dénomination New Holland et fabriqué aux dires de la société New Holland pour elle même par la SARL Entreprise Marcel Robineau ayant fait l'objet d'un procès verbal de saisie contrefaçon du 28 novembre 2007 par exploit du Maître Paul J, huissier de justice à Montpellier, constitue la contrefaçon de la revendication 1 et 10 du brevet appartenant à la société Pellenc n°0015295, publié sous le n° 2 817 114, dont la société Pellenc est propriétaire et sur lequel elle bénéficie d'un droit exclusif d'exploitation; dire et juger qu'il résulte du procès verbal de saisie contrefaçon précité et des documents joints, que la société CNH France exploitant la marque New Holland et la SARL Entreprise Marcel Robineau, son fabricant, commettent des actes de contrefaçon du brevet n°0015295 publié sous le n°2 817 114, et cela en application de l'article L. 615-1 du code de la propriété intellectuelle ;

En conséquence,

interdire à la société CNH France exploitant sous la dénomination New Holland et à la SARL Entreprise Marcel Robineau, de fabriquer, faire fabriquer, importer ou commercialiser ou détenir en vue de la commercialisation en France des porte-outils portant atteinte au brevet 0015295 publié sous le n°2 817 114, cela sous astreinte de 100.000 euros par infraction commise à compter du jugement à intervenir ;

condamner la société CNH France exploitant sous la dénomination New Holland et à la SARL Entreprise Marcel Robineau, solidairement à payer à la société Pellenc requérante une indemnité provisionnelle de 400.000 euros en réparation du préjudice subi du fait des actes de contrefaçon ;

ordonner pour le surplus à tel expert qu'il plaira au tribunal de donner au Tribunal tous les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice subi dans son ensemble

et dire que l'expertise portera sur tous les faits de contrefaçon commis jusqu'à la date du jugement à intervenir ;

ordonner la publication dudit jugement dans 5 revues professionnelles au choix de la requérante et aux frais de la défenderesse ;

condamner enfin la société CNH France exploitant sous la dénomination New Holland solidairement avec la société SARL Entreprise Marcel Robineau au paiement à la société Pellenc d'une indemnité de 50.000 euros sur le fondement des dispositions de l'article 700 du NCPC, ainsi qu'aux entiers dépens, lesquels comprendront notamment les frais de saisie contrefaçon.

Dans leurs dernières conclusions du 26 août 2009, la société Etablissements Robineau SARL et la société CNH France SA, demandent au tribunal, sous le bénéfice de l'exécution provisoire sauf pour les mesures de publications, de :

constater que la société Pellenc ne s'est pas pourvu dans le délai de quinzaine à compter de la saisie contrefaçon du 25 juillet 2006 et n'a pas saisi le Tribunal matériellement compétent dans ce délai.

dire et juger que la saisie contrefaçon du 25 juillet 2006 est nulle de plein droit, tant sur la partie réelle que descriptive par application de la Directive Communautaire 2004/48/CE du 29 avril 2004.

dire et juger que la saisie contrefaçon du 25 juillet 2006 et celle du 28 novembre 2007 sont nulles pour avoir été exécutées en violation des termes de l'ordonnance, notamment pour ne pas avoir distingué les constatations de l'huissier et celles de l'expert.

dire et juger que la saisie contrefaçon du 28 novembre 2007 est nulle pour violation d'une part, des articles 812 et 813 CPC, et d'autre part de l'article 495 CPC alinéa 3 débouter en conséquence la société Pellenc de ses entières demandes fins et conclusions faute de preuve de la contrefaçon alléguée.

A titre subsidiaire,

dire et juger que l'appareil visé à la saisie contrefaçon du 25 juillet 2006 est un prototype expérimental et ne peut donc être l'objet de poursuites, en application de l'article L. 613-5 du CPI.

dire et juger qu'il n'y a pas contrefaçon, car les moyens mis en œuvre par l'appareil Robineau ne reproduisent pas la limitation essentielle de la revendication 1 à laquelle la société Pellenc a procédé pour obtenir la délivrance de son brevet n°2.817.114;

A titre très subsidiaire,

dire et juger que la revendication 1 du brevet Pellenc n°2.817.114 est nulle car son objet s'étend au delà du contenu de la demande initiale, en violation de l'article L. 613-25 c) CPI. dire et juger que la revendication 1 du brevet Pellenc n°2.817.114 est nulle pour défaut d'activité inventive compte tenu de la combinaison du brevet DEERE n°EP 1 008 284 et du brevet BOBARD n° FR 2 379976 dire et juger

que la revendication 1 du brevet Pellenc n°2.817.1 14 est nulle pour défaut d'activité inventive compte tenu de la combinaison du brevet MAIER n°EP 0 492 620 et du brevet BOBARD n° FR 2 379976 dire et juger que la revendication 1 du brevet Pellenc n°2.817.114 est nulle pour défaut d'activité inventive compte tenu du brevet BOBARD n°FR 2 379 976 pris en combinaison avec le brevet US 4,746,254 (LANGENFELD) ou avec la machine antérieure RAU CYCLOTILLER, ou à tout le moins qu'elle est nulle pour défaut de nouveauté ou d'activité inventive à l'égard de la machine antérieure ARCHIER.

dire et juger que la revendication 10 du brevet Pellenc n°2.817.114 est nulle pour défaut d'activité inventive compte tenu de l'antériorité BRAUD (machines 2514 et 2714 de 1983) ou MAIER n°EP 0 492620.

Pour le reste,

débouter la société Pellenc de ses entières demandes fins et conclusions dire et juger que la société Pellenc, très experte en matière de machinisme agricole ainsi qu'en rédaction de brevets, en procédures d'examen, en interprétation de la portée d'une revendication et en analyse de la contrefaçon, ne pouvait se méprendre sur l'absence de contrefaçon, qui est flagrante, ni sur l'absence de validité de son brevet. Condamner la société Pellenc à verser aux concluentes la somme de 50.000 euros chacune au titre de l'article 1382 du Code civil et de l'article L.615-5 du CPI en réparation de la perte commerciale subie, et en réparation de l'annulation des saisies

ordonner, à titre de complément de réparation, la publication du dispositif du jugement à intervenir dans trois journaux ou revues spécialisés des viticulteurs au choix de la société CNH France SA et aux frais avancés de la société Pellenc, le coût de chaque publication étant fixé à la somme de 5.000 euros HT

condamner la société Pellenc à verser aux concluentes la somme de 60.000 euros au titre de l'article 700 CPC, quitte à parfaire, outre les frais et honoraires articles 8 et 10 de recouvrement forcé par voie d'huissier à titre de complément d'indemnité article 700 CPC ainsi qu'aux entiers dépens.

L'ordonnance de clôture a été rendue le 16 septembre 2009.

MOTIFS

-sur la validité de la saisie contrefaçon du 25 juillet 2006.

La société Pellenc ne conteste pas que la saisie-contrefaçon qui a eu lieu le 25 juillet 2006 chez M. M, n'a pas été suivie d'une assignation dans les quinze jours qui ont suivi mais elle prétend que la partie descriptive reste valable par application de l'article L 716-7 du Code de la propriété intellectuelle dans sa forme issue de la loi du 4 janvier 1991 et de l'interprétation constante qu'en a donnée la jurisprudence.

La société Etablissements Robineau SARL et la société CNH France SA demandent que les opérations de saisie soient déclarées totalement nulles en application de la Directive Communautaire 2004/48 du 29 avril 2004 qui n'a été transposée que dans la loi du 29 octobre 2007.

Or, les sociétés défenderesses sont mal venues à demander l'application directe de la Directive Communautaire, cet effet direct ne trouvant à s'appliquer à l'expiration du délai de transposition de la Directive, qu'entre un particulier et un Etat et non entre particuliers et les États.

La saisie-contrefaçon du 25 juillet 2006 ayant été opérée avant l'entrée en vigueur de la loi du 29 octobre 2007, la nullité de la saisie-contrefaçon ne s'applique qu'à la saisie réelle et non à la saisie descriptive qui comprend les photographies prises par l'huissier, ainsi que l'avait défini la jurisprudence applicable sous l'empire de cette loi du 4 janvier 2001.

Les sociétés défenderesses soutiennent encore que la saisie du 25 juillet 2006 serait nulle faute pour la société demanderesse d'avoir assigné la société Etablissements Robineau SARL devant le tribunal compétent à savoir le tribunal de grande instance de Paris ; elles estiment que la saisine du tribunal de grande instance de Rennes ne peut avoir eu d'effet.

Cependant, si le juge de la mise en état du tribunal de grande instance de Rennes s'est déclaré incompétent, aucune déclaration d'appel n'a eu lieu contre sa décision et l'affaire s'est poursuivie devant le tribunal de grande instance de Paris désigné comme tribunal territorialement compétent de sorte que l'instance initiale mal engagée s'est poursuivie devant le tribunal compétent sans qu'il soit nécessaire de délivrer une autre assignation.

L'exception de nullité soulevée du fait de la saisine d'un tribunal incompétent sera rejetée.

La société CNH France SA et la société Etablissements Robineau SARL font encore valoir que la saisie-contrefaçon serait nulle car l'expert qui assistait l'huissier instrumentaire aurait outrepassé son rôle.

Or l'ordonnance du président délégué du tribunal de grande instance de Marseille autorisait la présence d'un expert aux côtés de l'huissier et ce dernier a bien distingué les constatations faites par lui-même de celles opérées par l'expert de sorte que le tribunal peut constater que l'huissier ne s'est pas départi de son rôle qui est celui de diriger les opérations de saisie-contrefaçon et a bien permis d'identifier les tâches menées par chacun.

Ces moyens de nullité seront également rejetés.

- sur la validité de la saisie-contrefaçon du 28 novembre 2007.

Les sociétés défenderesses font valoir que la saisie-contrefaçon réalisée le 28 novembre 2007 serait nulle pour avoir été autorisée par le président du tribunal de grande instance de Montpellier et non par le juge de la mise en état de la juridiction déjà saisie de l'affaire et ce au visa de l'article 812 du Code de procédure civile. Elles ajoutent qu'en tout état de cause la société Pellenc n'a pas porté à la connaissance du magistrat l'existence de cette procédure déjà pendante.

La société Pellenc répond qu'elle a choisi de saisir le président du tribunal de grande instance de Montpellier car elle ne savait pas si les machines agricoles exposées à Montpellier étaient fabriquées par la société Etablissements Robineau SARL en cause dans l'instance pendante devant le tribunal de grande instance de Paris et qu'il a fallu ces opérations de saisie-contrefaçon pour apporter cette preuve ; elle pouvait encore moins le savoir que la société Etablissements Robineau SARL avait toujours indiqué qu'il s'agissait d'un prototype.

Il ressort des pièces versées au débat et de la procédure suivie devant le tribunal de grande instance de Paris que la société Pellenc avait assigné la société Etablissements Robineau SARL devant le tribunal de grande instance de Rennes puis de Paris à la suite de la saisie-contrefaçon réalisée le 25 juillet 2006 bien que le procès-verbal de saisie-contrefaçon cite nommément la société CNH mais que la société CNH France SA est intervenue volontairement par conclusions signifiées le 19 novembre 2007.

Ainsi, au jour de la requête en saisie-contrefaçon formée devant le tribunal de grande instance de Montpellier pour réaliser une saisie-contrefaçon sur le stand de la société CNH NEW HOLLAND, la société Pellenc savait que la filiale de cette société était intervenue aux côtés de la société Etablissements Robineau SARL.

S'agissant de la contrefaçon du même brevet sur le même de type de matériel agricole, la société Etablissements Robineau SARL qui connaissait la présence de la société CNH France SA dans la procédure parisienne et donc la participation de cette société aux faits de contrefaçon reprochés, aurait dû saisir le juge de la mise en état sur le fondement de l'article 812 du Code de procédure civile.

En effet, au visa de cet article, le président de la chambre déjà saisie ou le juge de la mise en état s'il a été désigné est le seul juge compétent pour statuer sur une telle demande.

La saisie-contrefaçon a donc été autorisée par un juge qui n'avait pas compétence pour ce faire et qui d'ailleurs n'a pas pu relever son incompétence puisque l'existence de la procédure pendante devant le tribunal de grande instance de Paris lui a été cachée de façon déloyale.

En conséquence, il convient d'annuler les opérations de saisie-contrefaçon réalisées sur autorisation d'un juge qui n'avait pas pouvoir de prendre cette décision.

-sur la contrefaçon.

La société Etablissements Robineau SARL et la société CNH France SA ne forment une demande de nullité du brevet FR 2817114 qu'à titre subsidiaire en prétendant au principal que la contrefaçon des revendications du brevet alléguée par la société Pellenc n'est pas réalisée.

Ainsi elles indiquent qu'elles ont réalisé leur porte outils à partir du brevet BOBARD n°7703873 en utilisant un châssis principal amovible qui comporte deux glissières verticales dans lesquelles coulisse pour monter et descendre un châssis secondaire

directement fixé sur le châssis principal et qui se déplace verticalement et horizontalement au moyen d'un vérin.

Elles ajoutent qu'il n'existe aucune contrefaçon du fait que les châssis secondaires ne sont pas situés à distance et en arrière dudit châssis mais fixés directement sur le châssis principal.

L'objet du brevet porte sur un porte outils amovible pour montage sur porteur enjambeur pour travaux agricoles dans les plantations d'arbres ou d'arbustes.

La revendication 1 est rédigée comme suit :

"porte outils universel amovible pour montage sur porteur enjambeur pour travaux agricoles dans les plantations d'arbres ou d'arbustes caractérisé en ce qu'il comprend :

A- un châssis d'attelage principal agencé pour pouvoir être monté de manière amovible sur un porte enjambeur

B- deux châssis d'attelage secondaires disposés à distance et en arrière du châssis d'attelage principal en considérant le sens du déglacement du porte outils en cours de travail, ces châssis d'attelage secondaires étant pourvus chacun d'un système d'attelage universel à trois points permettant leur accouplement à des machines agricoles pourvues de moyens de montage standards à trois points.

C- des moyens reliant chaque châssis d'attelage secondaire au châssis d'attelage principal,

D- des moyens permettant de déplacer ensemble ou séparément chaque châssis d'attelage secondaire dans un plan vertical ou sensiblement vertical et de préférence, dans un plan horizontal ou sensiblement horizontal."

La revendication 2 précise la caractéristique C à savoir des moyens reliant chaque châssis d'attelage secondaire au châssis d'attelage principal qui sont constitués "pour chacun d'eux d'un bras comportant au moins une poutre reliée par l'intermédiaire de ses extrémités et d'articulations à axes perpendiculaires ou à croisillon d'une part audit châssis secondaire et d'autre part à la partie supérieure et au voisinage de l'un des côtés du châssis principal".

Les figures illustrant l'invention ne se rapportent qu'à réalisation de la revendication 2 que la société Pellenc indique être une réalisation préférée.

Cependant, cette disposition particulière des moyens visés au C de la revendication 1 est la seule décrite précisément dans la partie descriptive du brevet et aucune autre réalisation de ces moyens n'est envisagée.

Pour comprendre la portée de la revendication 1, il faut connaître l'art antérieur qui est constitué par le brevet BOBARD n°2 379 976 qui décrit un porte outils universel monté sur un porte enjambeur, le brevet DEERE EP 1 008 284 publié le 14 juin 2000, soit quelques mois avant le dépôt du brevet de la société Pellenc, et par les plaquettes relatives aux porte enjambeurs.

Ainsi, il apparaît que contrairement aux affirmations du préambule, il existait avant le brevet FR 2 817 114 des porte enjambeurs polyvalents permettant d'atteler plusieurs

outils et y compris avec un système d'attelage universel dit attelage trois points que la société Pellenc ne peut revendiquer comme étant sa création.

D'ailleurs la revendication 1 du brevet litigieux situe le porte outils universel amovible pour montage sur porte enjambeur pour travaux agricoles avant la partie caractérisante.

Il apparaît encore que les deux solutions connues développent soit un châssis secondaire fixé directement sur le châssis principal (BOBARD) soit un châssis secondaire fixé à distance et en arrière du véhicule grâce en l'espèce à un bras télescopique (DEERE).

Ainsi la portée du brevet FR 2 817 114 est de proposer de placer deux châssis et non pas un grâce à des moyens reliant chaque châssis d'attelage secondaire au châssis d'attelage principal à distance et en arrière du châssis principal.

Est donc protégée la fixation particulière de deux châssis secondaires sur un châssis principal grâce à des moyens plaçant les châssis secondaires à une certaine distance du châssis principal.

Les figures du brevet illustrent d'ailleurs de façon particulièrement claire cette fixation spécifique et permettent de comprendre qu'il existe une certaine distance entre le châssis principal et les châssis secondaires.

Une autre fixation de deux châssis secondaires sur un châssis principal échappe donc à la protection de la revendication 1 du brevet FR 2 817 114.

Le porte outils universel amovible pour montage sur porteur enjambeur décrit dans la saisie-contrefaçon du 25 juillet 2006 ne réalise pas cette caractéristique essentielle du brevet puisque les châssis secondaires sont fixés directement sur le châssis principal grâce à des glissières verticales et peuvent se mouvoir dans un plan vertical et horizontal grâce à un vérin.

En conséquence aucune contrefaçon de la revendication 1 du brevet FR 2 817 114 n'est constituée.

Il n'est pas davantage réalisé de contrefaçon par équivalence de moyens.

En effet sont équivalents deux moyens qui sont de forme différente mais qui exercent la même fonction c'est-à-dire le même effet technique premier et procurent un résultat semblable.

Mais pour que cette contrefaçon par équivalence ne peut être admise que pour autant que le moyen breveté n'exerce pas une fonction connue.

En l'état, il n'est pas démontré quelle est la fonction particulière des moyens permettant de placer les châssis secondaires à distance et la fonction revendiquée par Pellenc était déjà enseignée dans les brevets antérieurs (BOBARD et DEERE).

Les conditions de la contrefaçon par équivalence ne sont donc pas davantage remplies et il n'est pas nécessaire d'examiner le moyen ressortissant du caractère expérimental de la machine agricole décrite dans le procès-verbal de saisie-contrefaçon du 25 juillet 2006.

La société Pellenc sera donc déboutée de l'ensemble de ses demandes en contrefaçon formées à l'encontre de la société CNH France SA et de la société Etablissements Robineau SARL.

-sur les demandes reconventionnelles.

**sur la procédure abusive*

L'exercice d'une action en justice constitue par principe un droit et ne dégénère en abus pouvant donner naissance à une dette de dommages et intérêts que dans le cas de malice, de mauvaise foi ou d'erreur grossière équipollente au dol.

Les sociétés défenderesses seront déboutées de leur demande à ce titre, faute pour elles de rapporter la preuve d'une quelconque intention de nuire ou légèreté blâmable de la part de la société demanderesse, qui a pu légitimement se méprendre sur l'étendue de ses droits et d'établir l'existence d'un préjudice autre que celui subi du fait des frais exposés pour sa défense.

** sur les dommages et intérêts pour l'annulation de la saisie-contrefaçon du 28 novembre 2007.*

La saisie-contrefaçon réalisée le 28 novembre 2007 a été annulée du fait que la société Pellenc n'a pas saisi le juge compétent pour autoriser la saisie et en raison du manque déloyal d'informations données au juge auquel cette requête a été soumise.

Si la faute de la société Pellenc est démontrée, le préjudice subi par la société CNH France SA n'est pas établi de sorte que la demande de dommages et intérêts ainsi que la demande de publication judiciaire qui est une mesure de réparation complémentaire, seront rejetées

-sur les autres demandes.

L'exécution provisoire est compatible avec la nature de l'affaire, elle est nécessaire et sera ordonnée.

Les conditions sont réunies pour allouer la somme globale de 50.000 euros à la société CNH France SA et à la société Etablissements Robineau SARL au titre de l'article 700 du Code de procédure civile

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant par remise au greffe, par jugement contradictoire et en premier ressort,

- Annule la saisie-contrefaçon du 25 juillet 2006 en sa partie réelle.

-Annule l'ensemble de la saisie-contrefaçon réalisée le 28 novembre 2007;

-Dit que le porte enjambeur décrit dans le procès-verbal de saisie-contrefaçon du 25 juillet 2006 fabriqué par la société Etablissements Robineau SARL et appartenant à la société CNH France SA ne reproduit pas la revendication 1 du brevet FR 2 817 114.

En conséquence,

-Déboute la société Pellenc de l'ensemble de ses demandes.

- Déboute la société CNH France SA et la société Etablissements Robineau SARL de leurs demandes de dommages et intérêts et de publication judiciaire.

-Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision.

- Condamne la société Pellenc à payer à la société CNH France SA et à la société Etablissements Robineau SARL la somme globale de 50.000 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile.

- Déboute les parties du surplus de leurs demandes.

-Condamne la société Pellenc aux dépens dont distraction au profit de M°A, avocat, en application de l'article 699 du Code de procédure civile.

Prononcé par mise à disposition au greffe à Paris le 24 Novembre 2009 par Marie-Christine C, Vice Président, assistée de Léoncia BELLON, Greffier